

**Journée internationale pour la
liberté de la presse - Déclaration de
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères**
(Paris, 03 mai 2018)

A l'occasion de la journée internationale pour la liberté de la presse, je tiens à rendre hommage aux journalistes tués à Kaboul le 30 avril 2018, dont Shah Marai, photographe de l'AFP.

Je salue le courage de ceux qui, souvent au péril de leur vie, continuent à travailler pour permettre de nous informer.

En ce jour, la France s'associe avec l'Allemagne à l'occasion de la déclaration conjointe suivante :

"En cette journée mondiale de la liberté de la presse, la France et l'Allemagne réaffirment leur engagement commun, constant et déterminé, en faveur de la liberté de la presse, de la liberté d'expression et de la protection des journalistes, partout dans le monde - y compris sur internet.

Le pluralisme des médias, le droit d'informer ou d'être informé et la capacité à exprimer des points de vue critiques sont essentiels au débat démocratique. A cet égard, les journalistes, les travailleurs des médias et les blogueurs sur les réseaux sociaux occupent une fonction essentielle.

Ils sont des plus en plus menacés - y compris en Europe. Il est de notre devoir de saluer le courage de ces hommes et femmes et de lutter contre ceux qui cherchent à faire taire leurs voix par la force, la menace ou le discrédit. Il n'est pas acceptable que des journalistes soient, en raison de leur profession, visés et assassinés. En exerçant leur métier, c'est notre liberté qu'ils défendent. La défense de ces principes et la protection des journalistes dans l'exercice de leur métier est une priorité.

Nos deux pays travaillent en ce sens. Nous continuerons à promouvoir le droit de chacun à la liberté d'opinion et la liberté d'expression comme garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948. Nous sommes mobilisés au sein des Nations unies pour défendre cette liberté fondamentale et lutter contre l'impunité de ceux qui la bafouent. Nous avons activement soutenu l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la résolution sur la protection des journalistes, qui, cette année, met en exergue la situation des femmes journalistes et vise à assurer un suivi renforcé par le secrétaire général des Nations unies.

Nous appelons à la pleine mise en oeuvre des résolutions 1738 adoptée le 23 décembre 2006 et 2222 adoptée le 27 mai 2015 par le Conseil de sécurité sur la protection des journalistes dans les conflits armés"./.